



Guide de l'État de New York sur la Protection des Droits des Élèves Immigrés

Janvier 2025

Le Bureau de la Procureure Générale de l'État de New York (OAG), le Bureau de la Gouverneure de New York, Kathy Hochul, et le Département de l'Éducation de l'État de New York (SED) partagent un engagement de longue date pour la sauvegarde des droits de tous les élèves, y compris les élèves non-citoyens. Nos bureaux ont déjà publié des directives aux districts scolaires et aux agences de l'État sur plusieurs sujets afin de garantir que les élèves immigrants de New York bénéficient d'un accès égal à l'éducation et à d'autres services publics.¹ À la lumière des récentes menaces d'actions fédérales accrues en matière d'immigration dans nos communautés, nous écrivons pour réaffirmer que les écoles doivent rester un lieu sûr où tous les élèves sont les bienvenus et bénéficient d'une éducation publique gratuite.

Ce guide met en évidence et clarifie les ressources importantes pour les districts scolaires en ce qui concerne leurs obligations en vertu des lois fédérales et de l'État. Bien que le guide ne traite pas des politiques locales susceptibles d'offrir des protections supplémentaires, les districts scolaires doivent être au courant de toutes les politiques régissant leurs activités. Dans la mesure où des questions concernant la conformité se posent, nous encourageons les districts scolaires à contacter le SED et l'OAG.²

I. Exigences en matière d'Inscription et d'Enregistrement

En vertu de la loi new-yorkaise, tous les enfants âgés de 5 à 21 ans qui n'ont pas obtenu de diplôme d'études secondaires ont droit à une éducation publique gratuite dans le district où ils vivent.³ Les districts scolaires ne peuvent pas refuser l'admission sur la base de l'origine nationale, du statut d'immigration, de la race ou de la maîtrise de la langue, entre autres motifs.⁴ La Cour suprême des États-Unis a également soutenu depuis longtemps que les élèves ne peuvent pas se voir refuser une éducation publique gratuite sur la base de leur statut d'immigration ou de celui de leurs parents ou tuteurs.⁵ Les politiques scolaires qui empêchent l'égalité d'accès à l'éducation peuvent exposer les districts à une responsabilité juridique et affaiblir les communautés scolaires.

Pour garantir que tous les élèves sont les bienvenus dans les écoles de New York, nous rappelons aux districts scolaires qu'ils ne doivent pas mettre en place de barrières discriminatoires à l'inscription ou décourager les élèves immigrants de s'inscrire.⁶ Les écoles doivent donc prendre en compte les différentes preuves de résidence dans un district et rendre publique une liste non exclusive des formes acceptables de documentation.⁷ Il est également interdit aux écoles de demander une carte ou un numéro de sécurité sociale, ou toute autre information qui révélerait le statut d'immigration au moment de l'inscription.⁸ Les écoles doivent immédiatement inscrire les élèves migrants et non logés, même s'ils n'ont pas de preuve de résidence, de vaccination, de dossier scolaire ou d'autres documents généralement requis pour l'inscription.⁹ Pour obtenir des directives supplémentaires sur les obligations de l'État et du gouvernement fédéral en matière d'inscription et d'enregistrement, les districts scolaires sont encouragés à consulter notre Guide Conjoint sur l'Inscription 2023.¹⁰

En outre, la loi fédérale McKinney-Vento sur l'Aide aux Sans-abri, ainsi que la loi sur l'Éducation de l'État de New York et

ses règlements d'application, créent une obligation affirmative pour les districts scolaires de fournir un accès à l'éducation aux ...|-ç^• qui sont sans abri ou qui vivent dans des logements temporaires, y compris les refuges pour migrants.¹¹ Notre Guide Conjoint McKinney-Vento 2021 explique en détail comment les districts scolaires doivent remplir leurs obligations aux besoins des élèves sans abri.¹² Il souligne que ces élèves ont droit à une inscription immédiate, que ce soit dans leur école d'origine ou dans leur école actuelle, qu'ils soient ou non dans le même district.¹³ Les écoles sont chargées d'identifier les enfants et les jeunes sans-abri qui ont besoin d'aide et doivent généralement assurer le transport vers et depuis le lieu de logement temporaire de l'étudiant.¹⁴ Pour des ressources supplémentaires concernant la mise en œuvre de la loi McKinney-Vento et le soutien aux ...|-ç^• sans-abri, les districts scolaires sont encouragés à contacter le Centre d'Assistance Technique et Éducative pour les ...|-ç^• Sans Abri de l'État de New York (NYS-TEACHS).¹⁵

II. Collecter d'Informations sur les v`,,jYg et Accès aux dossiers des v`,,jYg

Les lois fédérales et étatiques, principalement la Loi sur les Droits à l'Éducation Familiale et à la Protection de la Vie Privée de 1974 (FERPA), empêchent généralement la divulgation d'informations personnelles identifiables (PII sans le consentement des parents).¹⁶ Dans le cas présent, les écoles ne peuvent divulguer des PII que si elles constituent des informations d'annuaire ou si elles sont fournies en réponse à une « ordonnance judiciaire ou à une citation à comparaître légalement émise ». ¹⁷ Les informations d'annuaire comprennent des informations telles que le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de l'étudiant.¹⁸ Elles ne comprennent pas le statut d'immigration, la citoyenneté ou les informations ou documents relatifs à l'origine nationale, et les écoles ne doivent pas chercher à collecter ces informations de manière affirmative, sauf si elles sont tenues de le faire. Si ces informations sont nécessaires à la participation à un programme spécifique ou à l'établissement de rapports, elles doivent être collectées après le processus d'inscription et rendues anonymes dans la mesure du possible. À l'exception de l'ordonnance judiciaire ou de l'assignation à comparaître délivrée légalement¹⁹, les écoles ne sont pas tenues de fournir des informations sur les ...|-ç^• aux forces de l'ordre fédérales ou locales.²⁰

La FERPA interdit également aux écoles de divulguer des dossiers contenant des informations sur le statut d'immigration des ...|-ç^• aux Agents de Ressources Scolaires (SRO) sans le consentement préalable d'un parent, d'un tuteur ou d'un élève non mineur, sauf dans certaines circonstances où les SRO sont considérés comme des fonctionnaires de l'école.²¹ Même dans ce cas, les SRO ne peuvent utiliser les PII des dossiers d'éducation que dans le but éducatif légitime pour lequel l'information a été recherchée, c'est-à-dire pour promouvoir la sécurité de l'école et la sécurité physique des élèves. Nos bureaux rappellent que les informations relatives au statut d'immigration ne servent pas ces objectifs de sécurité scolaire ou ces objectifs éducatifs légitimes. Les SRO ne doivent donc pas examiner les dossiers scolaires d'un élève pour y trouver des informations sur son statut d'immigration.²² De plus, la divulgation de ces informations par les SRO pourrait également enfreindre les limitations de la FERPA concernant la divulgation et la re-divulgation d'informations confidentielles contenues dans les dossiers scolaires.²³

Si un agent des forces de l'ordre fédéral demande des informations sur un étudiant, l'école ne doit pas divulguer ces informations et doit plutôt demander l'assignation à comparaître ou tout autre document sur lequel la demande est fondée. Dès réception, l'école doit contacter son avocat avant de divulguer toute information sur un étudiant.²⁴ Les écoles doivent informer le Bureau de la Protection Vie Privée du SED de toute demande de ce type.²⁵

En outre, nous recommandons aux districts scolaires de :

- » Réviser leurs politiques en matière d'informations de l'annuaire pour s'assurer qu'elles n'incluent pas d'informations qui pourraient accidentellement divulguer le statut d'immigration d'un étudiant. Il peut s'agir du lieu de naissance, de la nationalité ou des informations figurant sur le passeport.²⁶ En outre, l'exception relative aux informations figurant dans l'annuaire est facultative et ne peut inclure que des informations qui « ne seraient généralement pas considérées comme nuisibles ou une atteinte à la vie privée si divulguées ». ²⁷ Les districts scolaires peuvent également souhaiter mettre en œuvre une politique limitée en matière d'informations figurant dans l'annuaire qui permet à un organisme éducatif « de limiter la désignation de l'annuaire à des parties spécifiques, à des fins spécifiques, ou les deux ». ²⁸ De plus, les parents et les élèves ont le droit de refuser la divulgation d'informations d'annuaire en demandant un formulaire de refus d'information d'annuaire à leur école. ²⁹
- » Rééditer l'avis annuel de la FERPA du district informant les parents et les tuteurs (le cas échéant) de leur droit de refuser la politique du district en matière d'informations d'annuaire, traduit dans les langues principales des élèves du district, si possible; ³⁰
- » Informer immédiatement les parents ou tuteurs (le cas échéant) si les agents des forces de l'ordre fédérales ou locales ont demandé des informations sur leur enfant; ³¹ et
- » Examiner les informations actuellement collectées afin de déterminer si ces informations pourraient inutilement divulguer le statut d'immigration d'un élève ou d'un parent et si la collecte de ces informations est nécessaire.

En vertu de la législation de l'État, les élèves et les familles peuvent déposer des plaintes concernant la divulgation non autorisée d'informations confidentielles auprès du Bureau de la Protection de la Vie Privée du SED. ³²

III. Détention, Interrogatoire ou Retrait des élèves de l'Établissement Scolaire par les Forces de l'Ordre

Diverses lois fédérales et étatiques, y compris la loi sur l'éducation de New York, la loi sur le tribunal de la famille de New York et la décision de la cour suprême des États-Unis dans l'affaire *Plyler v. Doe*, imposent des obligations aux districts scolaires en ce qui concerne la détention, l'interrogatoire et l'expulsion des élèves de l'établissement scolaire. Tout manquement à ces obligations peut exposer les districts scolaires à une responsabilité. Nos agences réitèrent donc et clarifient notre Guide Conjoint de 2017 et 2019 sur l'Éducation en matière d'Immigration aux districts scolaires concernant les obligations légales et les procédures à suivre dans le cas où des agents des forces de l'ordre cherchent à avoir accès à un étudiant. ³³

Tout d'abord, nous réaffirmons la position de longue date du SED selon laquelle les agents des forces de l'ordre ne peuvent pas retirer un élève de la propriété de l'école ou l'interroger sans le consentement de ses parents ou de la personne ayant un lien de parenté avec lui, sauf dans les circonstances limitées expliquées ci-dessous. ³⁴ En outre, le décret 170.1 de l'État de New York prévoit que les arrestations civiles par les autorités fédérales chargées de l'immigration ne peuvent être exécutées dans les établissements de l'État, tels que les écoles, que si elles sont accompagnées d'un mandat judiciaire ou d'une ordonnance autorisant la détention, à moins que l'arrestation civile ne soit liée à une procédure au sein de l'établissement. ³⁵ Lorsqu'il est confronté à une demande d'un agent des forces de l'ordre fédéral ou local (y compris les SRO) de détenir ou d'interroger un élève, le personnel scolaire—dans le cadre de son rôle d'éducateur de tous—doit prendre en compte les éléments suivants :

- (1) N'autorisez pas les agents à pénétrer dans l'enceinte de l'école pour accéder à un étudiant, sauf pour faire face à une situation de sécurité urgente ou lorsque la loi l'exige en raison d'un mandat ou d'une ordonnance judiciaire ;
- (2) Rappelez-vous qu'il existe diverses formes de documentation qu'un agent peut présenter, et que toutes ne sont pas légalement suffisantes pour justifier la remise de dossiers ou l'octroi de l'accès à un étudiant. Vous devez demander des documents à l'agent. Ces documents peuvent prendre diverses formes, notamment :
 - a. Mandat ou ordonnance judiciaire : Un mandat ou une ordonnance judiciaire est signé(e) par un Juge de District des États-Unis ou un (Juge) Magistrat Fédéral et démontre qu'il existe une cause probable de croire qu'une personne a commis un crime ou un délit
 - b. Un mandat administratif est préparé et délivré par les autorités fédérales chargées de l'immigration et ordonne aux fonctionnaires fédéraux d'arrêter un non-citoyen en vue d'une procédure d'expulsion ou d'éloignement.³⁶ Il ne s'agit pas d'un mandat judiciaire et ne fournit pas de motif probable de croire qu'un individu a commis un crime ou un délit puisque, en règle générale, le fait pour un individu sans papiers de rester présent aux États-Unis ne constitue pas un délit.³⁷
 - c. Une ordonnance de rétention de l'immigration : Une ordonnance de rétention de l'immigration ("immigration detainer" en anglais) est une demande, généralement émise par les autorités fédérales de l'immigration aux forces de l'ordre locales, de garder un individu en détention jusqu'à 48 heures au-delà de la date prévue pour sa libération. Elle permet aux autorités fédérales de disposer d'un délai supplémentaire pour déterminer s'il y a lieu de placer l'individu en garde à vue en vue d'une procédure civile d'exécution des lois sur l'immigration.³⁸
- (3) Avant de prendre toute autre mesure, fournissez au surintendant et à l'avocat du district scolaire la documentation, qu'ils évalueront dans le cadre de la demande des forces de l'ordre, et attendez les directives avant de procéder ; et
- (4) Informer immédiatement le parent ou le tuteur de l'élève (le cas échéant) à moins que cela ne soit spécifiquement interdit (par exemple, en vertu d'une ordonnance judiciaire).

Notre Guide Conjoint d'Éducation sur l'Immigration de 2019 a également clarifié le devoir des districts scolaires de veiller à ce que les SRO respectent le droit des élèves sans papiers à fréquenter l'école sans craindre de conséquences négatives en matière d'immigration.³⁹ Nous rappelons aux districts scolaires que les SRO ne doivent pas détenir ou interroger les élèves pour déterminer leur statut d'immigration. Le Quatrième Amendement interdit aux agents de sécurité de détenir ou d'interroger un élève à moins qu'ils n'aient de bonnes raisons de penser que l'élève a violé la politique de l'école ou a commis un acte illégal qui a menacé les « besoins particuliers de sécurité de l'école ». ⁴⁰ De telles actions ne doivent être entreprises que sous la direction d'un responsable de l'école, et uniquement pour enquêter sur la violation de la politique ou l'acte illégal suspecté. ⁴¹ Le statut d'immigration d'un élève n'implique pas la sécurité ou la politique de l'école, et ne justifiera jamais une détention ou un interrogatoire dans l'enceinte de l'école. ⁴²

En effet, ces pratiques illégales, lorsqu'elles sont fondées sur la race, l'appartenance ethnique, l'origine nationale, la citoyenneté ou le statut d'immigration d'un étudiant, peuvent également violer la Constitution de l'État et diverses lois sur les droits civils de l'État et fédérales. ⁴³ Les districts scolaires qui autorisent les agents de sécurité à violer ces protections juridiques risquent d'engager leur responsabilité s'ils ne forment pas et ne supervisent pas correctement les agents de sécurité de leurs écoles. ⁴⁴

En vertu de la loi sur l'éducation de New York, les districts scolaires qui emploient des SRO doivent définir formellement leurs rôles et leurs domaines de responsabilité au moyen d'un contrat écrit ou d'un protocole d'accord (MOU) élaboré avec la participation des parties prenantes.⁴⁵ Nos bureaux conseillent aux districts scolaires d'intégrer des politiques et des procédures visant à protéger les droits des élèves sans papiers dans leurs contrats ou protocoles d'accord avec les SRO,⁴⁶ y compris :

- (1) Des restrictions clairement définies sur la capacité des SRO à accéder et à re-divulguer les dossiers des élèves renseignements qui pourraient révéler le statut d'immigration de l'étudiant et de les divulguer à nouveau. Cela comprend la question de savoir si les SRO sont des "responsables scolaires" autorisés à accéder aux dossiers des élèves;
- (2) Des politiques interdisant aux SRO d'interroger les élèves et les membres de leur famille sur leur statut d'immigration ;
- (3) L'engagement des SRO et du personnel de l'école à ne pas partager avec les autorités de l'immigration des informations sur le statut d'immigration réel ou supposé des élèves ou des membres de leur famille, à moins que la loi ne l'exige;⁴⁷
- (4) Des politiques interdisant aux SRO de détenir des élèves à la demande des autorités de l'immigration, de procéder à des arrestations sur la base de mandats d'immigration civils, de répondre aux demandes de notification ou de transfert des autorités de l'immigration ou d'utiliser les installations du campus à des fins d'application des lois sur l'immigration, à moins que la loi ne l'exige ; et
- (5) L'obligation pour tous les SRO de consulter le surintendant ou un autre responsable scolaire désigné avant de s'écarter des mesures de protection précédentes.

IV. Intimidation et Harcèlement

Les lois new-yorkaises et fédérales interdisent le harcèlement et l'intimidation par les élèves ou les employés sur la base de la race, de la couleur, de l'origine nationale, du groupe ethnique, de la citoyenneté ou du statut d'immigration, entre autres.⁴⁸ Les districts scolaires sont encouragés à consulter les précédents guides et ressources de nos agences sur la loi sur la dignité pour tous les élèves afin de comprendre leur obligation légale de créer un environnement scolaire exempt de harcèlement et d'intimidations.⁴⁹ Ces obligations comprennent : l'élaboration de politiques pour répondre à de tels comportements ; la formation du personnel sur les politiques du district et leur incorporation dans le code de conduite du district ; la mise à disposition des élèves d'une instruction qui vise à décourager les intimidations, le harcèlement et la discrimination ; et le signalement des incidents au SED.⁵⁰

En outre, la loi new-yorkaise interdit de prendre pour cible une personne ou ses biens à des fins de violence, de menaces ou de harcèlement en raison de la race, de la couleur, de l'origine nationale, de l'ascendance, du sexe, de la religion, de l'âge, du handicap ou de l'orientation sexuelle de la personne.⁵¹ L'Unité de Prévention des Crimes Haineux et des Préjugés de l'OAG peut lancer des enquêtes non pénales sur les violations de cette loi et peut fournir des ressources appropriées aux districts scolaires.⁵²

V. Détention ou Expulsion des Membres de la Famille d'un Elève

Les élèves, quel que soit leur statut d'immigration, peuvent avoir des parents, des tuteurs ou d'autres membres de leur famille qui ont été détenus ou expulsés. Les districts scolaires sont encouragés à s'assurer que tous les élèves et leurs familles fournissent des informations actualisées sur les personnes à contacter en cas d'urgence, y compris les personnes à contacter en cas d'urgence secondaire. Cela peut être particulièrement important dans le cas où l'application des lois sur l'immigration affecte la capacité d'un parent ou d'un tuteur à s'occuper de l'enfant. Les districts scolaires peuvent également communiquer aux élèves et à leurs familles des informations sur les ressources juridiques et communautaires pertinentes, y compris celles fournies en annexe.

VI. Annexe : Ressources

Ressources du Bureau de la Gouverneure pour les Élèves et les Familles :

» Le Bureau des Nouveaux Américains de New York aide les immigrés à obtenir des services et des aides gratuits et à y naviguer par l'intermédiaire de son réseau national de prestataires de services communautaires. Pour plus d'informations, visitez le site

<https://dos.ny.gov/office-new-americans>.

» Pour des ressources destinées aux élèves sans abri, consultez le site du Bureau des Services à l'Enfance et à la Famille de l'État de New York, Jeunes Fugueurs et Sans-abri, <https://ocfs.ny.gov/programs/youth/rhy>.

» Pour des ressources destinées aux élèves et aux adultes victimes de discrimination fondée sur la race, la couleur, l'origine nationale, le sexe, la religion, l'âge, le handicap, l'orientation sexuelle ou d'autres classifications protégées, consultez la Division des Droits de l'Homme de l'État de New York à l'adresse suivante <https://dhr.ny.gov/complaint>.

Ressources du Département de l'Éducation de l'État de New York :

» Contactez le Bureau de la Protection de la Vie Privée du Département de l'Éducation de l'État à l'adresse suivante:

» **Adresse** : 89 Washington Avenue, EB 152, Albany, NY, 12234

» **Téléphone** : 518-474-0937

» **Email** : Privacy@nysed.gov

» Pour déposer une plainte relative à la protection de la vie privée alléguant que les informations personnelles identifiables d'un élève ont été divulguées ou consultées par une personne non autorisée, visitez la page Département de l'Éducation de l'État de New York, Parents et Élèves Déposent une plainte relative à la Protection de la Vie Privée, <https://www.nysed.gov/data-privacy-security/parents-and-students-file-privacy-complaint>.

» Pour toute question concernant ces directives, contactez le Bureau du Conseil du Département de l'Éducation de l'État de New York :

» **Téléphone** : 518-474-6400

» **Email** : legal@nysed.gov

Ressources du Bureau de la Procureure Générale de l'État de New York :

» Pour déposer une plainte pour violation des droits civils auprès du Bureau de la Procureure Générale de l'État de New York, visitez le site :

<https://ag.ny.gov/file-complaint/civil-rights>

» Pour déposer une plainte pour crime haineux auprès du Bureau de la Procureure Générale de l'État de New York, visitez le site :

<https://ag.ny.gov/publications/hate-crimes>

» Pour obtenir des informations sur les avocats ou les représentants accrédités pour les procédures liées à l'immigration et des ressources pour éviter la fraude aux services d'immigration, consultez le page Bureau de la Procureure Générale de l'État de New York, Connaissez Vos Droits : Fraude aux Services d'Immigration, <https://ag.ny.gov/publications/immigration-services-fraud>.

» Pour toute question concernant directives, veuillez contacter le Bureau des Droits Civils de la Procureur Générale de l'État de New York :

» **Email** : civil.rights@ag.ny.gov

1. Relevant immigration education guidance issued by OAG and SED includes: OAG and SED, “Dear Colleague” Letter (Feb. 27, 2017), available at <https://www.nysed.gov/sites/default/files/oag-sed-letter-ice-2-27-17.pdf> (“2017 Joint Immigration Education Guidance”); OAG and SED, “Dear Colleague” Letter (Aug. 29, 2019), available at https://ag.ny.gov/sites/default/files/joint_oag-sed_-ice_sros_in_schools_w_ag_signature.pdf (“2019 Joint Immigration Education Guidance”); OAG and SED, “Dear Colleague” Letter (Feb. 16, 2021), available at <https://www.nysed.gov/sites/default/files/programs/coronavirus/mckinney-vento-guidance.pdf> (“2021 Joint McKinney-Vento Guidance”); OAG and SED, Know Your Rights and “Dear Colleague” Letter (Aug. 28, 2023), available at <https://ag.ny.gov/sites/default/files/letters/kyr-ed.pdf> (“2023 Joint Enrollment Guidance”); Memorandum, Jhone M. Ebert to District Superintendents et al. re: Available Guidance and Resources to Combat Harassment, Bullying and Discrimination in Schools in Light of Recent Immigration-Related Actions, SED, Feb. 27, 2017, available at <https://www.p12.nysed.gov/dignityact/documents/dasa-guidance> (“2017 DASA Memo”). See also SED Office of Counsel, Statement on Rights of Newly Arrived Immigrants (Aug. 15, 2023), available at <https://www.nysed.gov/sites/default/files/programs/bilingual-ed/8-14-23-oc-ltr-re-new-arrivals-a.pdf>. Executive Order No. 6, Oct. 8, 2021, continuing Executive Order 170 (E.O. 170), originally issued Sept. 15, 2017, available at <https://www.governor.ny.gov/executive-order/no-6-continuation-and-expiration-prior-executive-orders> and N.Y. Comp. Codes R. & Regs. (N.Y.C.R.R.), tit. 9, § 8.170, respectively. E.O. 170 prohibits State officers and employees, including law enforcement officers, from inquiring about an individual’s immigration status unless necessary to determine eligibility for public benefits or required by law. E.O. 170 also prohibits State officers and employees, including law enforcement officers, from disclosing information to federal immigration authorities unless required by law.
2. See Appendix for OAG and SED contact information.
3. N.Y. Educ. Law §§ 3201-02, 3209; N.Y. Exec. Law § 296(4).
4. N.Y. Exec. Law § 296(4); 2023 Joint Enrollment Guidance, *supra* note 1; see also 8 N.Y.C.R.R. 154-2.1(a) (“Each school district shall provide English language learners equal access to all school programs and services offered by the school district[.]”).
5. *Plyler v. Doe*, 457 U.S. 202 (1982); see also *Hisp. Int. Coal. v. Governor of Ala.*, 691 F.3d 1236, 1247 (11th Cir. 2012) (holding unconstitutional a facially neutral policy that “significantly deters undocumented children from enrolling in and attending school”) (citing *Plyler*, 462 U.S.).
6. 2023 Joint Enrollment Guidance, *supra* note 1.
7. *Id.*; 8 N.Y.C.R.R. § 100.2(y).
8. 8 N.Y.C.R.R. § 100.2(y)(3)(i)(a). To the extent school districts must collect information relevant to immigration status pursuant to state or federal requirements, they should do so after the student is enrolled so as to avoid the suggestion that such information will be used in enrollment determinations. 2023 Joint Enrollment Guidance, *supra* note 1, at 1-2.
9. 2023 Joint Enrollment Guidance, *supra* note 1; 42 U.S.C. § 11432(g)(3)(C)(i); N.Y. Educ. Law § 3209(2)(f)(2). To remain enrolled, all students must receive at least the first dose of all required vaccines within 14 days of registration. New York State Department of Health, *School Vaccination Requirements* (revised Aug. 2023), https://www.health.ny.gov/prevention/immunization/schools/school_vaccines. If a child experiencing homelessness or housing instability “needs to obtain immunizations . . . the enrolling school shall immediately refer the parent or guardian of the child or youth, or (in the case of an unaccompanied youth) the youth, to the local educational agency liaison . . . who shall assist in obtaining necessary immunizations or screenings . . . [.]” 42 U.S.C. § 11432(g)(3)(C)(iii).
10. 2023 Joint Enrollment Guidance, *supra* note 1.
11. 42 U.S.C. § 11431 *et seq.*; N.Y. Educ. Law § 3209 *et seq.*
12. 2021 Joint McKinney-Vento Guidance, *supra* note 1.
13. *Id.*
14. 42 U.S.C. § 11432(e)(3)(E)(i)(III), (g)(6)(A)(i); N.Y. Educ. Law § 3209(4)(c); 8 N.Y.C.R.R. § 100.2(x)(7)(iii)(a)(2).
15. New York State Technical and Educational Assistance Center for Homeless Students (NYS-TEACHS), www.nysteachs.org; NYS-TEACHS helpline: 1-800-388-2014.
16. 20 U.S.C. § 1232g; 34 C.F.R. § 99; N.Y. Educ. Law § 2-d; 8 N.Y.C.R.R. Part 121, § 200.5(e)(2); N.Y. Gen. Mun. Law § 805-a (prohibiting municipal officers and employees from “disclos[ing] confidential information acquired . . . in the course of [their] official duties[.]”). Revealing confidential information could also be grounds for removal, see, e.g., *Appeal of Nelson*, 49 Ed. Dept. Rep., Decision No. 15,964 (Aug. 14, 2009), <https://www.counsel.nysed.gov/Decisions/volume49/d15964>; *Appeals of Ziegelbauer*, 62 Ed. Dept. Rep., Decision No. 18,143 (Jul. 7, 2022), <https://www.counsel.nysed.gov/Decisions/volume62/d18143>. Cf. 8 U.S.C. § 1373 (officials may not prohibit or restrict government entities sharing, maintaining, or exchanging information on citizenship or immigration status, but does not create obligation to affirmatively collect or disclose such information).
17. See generally 34 C.F.R. § 99.31.
18. Memorandum, Louise DeCandia to School District Superintendents et al. re: Directory Information, SED, Jun. 7, 2023, available at <https://www.nysed.gov/sites/default/files/programs/data-privacy-security/directory-guidance-final-june-2023.pdf> (“DeCandia Memorandum”).
19. As explained in the 2017 Joint Immigration Education Guidance, *supra* note 1, limited exceptions to the FERPA nondisclosure rule exist as set forth in the law’s implementing regulations. These exceptions include requests made by specifically enumerated individuals of the federal government, but only “in connection with an audit or evaluation of Federal or State supported education programs, or for the enforcement of or compliance with Federal legal requirements that relate to those programs,” and all PII must be protected “from further disclosures or other uses,” 34 C.F.R. § 99.35(a). Further, a request from ICE or other federal immigration officials to access student PII from education records would not appear to satisfy any of the FERPA exceptions to the general rule that a parent or eligible student must consent to disclosures to third parties.

20. As explained in Section III, school officials should not allow federal and local law enforcement officials to remove students from the school environment for questioning. Additionally, SROs should not assist federal law enforcement officials in immigration enforcement except in the narrow and rare circumstance where there is a formal agreement between the county employing the SRO and ICE lawfully providing the authority to do so.
21. 2019 Joint Immigration Education Guidance, *supra* note 1; 20 U.S.C. §§ 1232g(b)(2)(A), 1232g(d); 34 C.F.R. §§ 99.30, 99.31(a)(1)(i); U.S. Dep’t of Educ., Privacy Technical Assistance Center, *School Resources Officers, School Law Enforcement Units, and the Family Education Rights and Privacy Act (FERPA)*, Question 15 at 11-12, available at https://studentprivacy.ed.gov/sites/default/files/resource_document/file/SRO_FAQs.pdf (“SROs and FERPA”).
22. *Id.*
23. 34 C.F.R. §§ 99.31(a)(1)(i); 99.33; 2019 Joint Immigration Education Guidance, *supra* note 1; SROs and FERPA, *supra* note 21.
24. See 2017 and 2019 Joint Immigration Education Guidance, *supra* note 1.
25. See Appendix for SED Privacy Office contact information.
26. See 34 C.F.R. § 99.3 “Directory information.”
27. See *id.*
28. DeCandia Memorandum, *supra* note 18; 34 C.F.R. § 99.37(d).
29. DeCandia Memorandum, *supra* note 18.
30. Districts must provide annual notification of FERPA rights to parents. This notice, which should be conspicuously posted on school districts’ websites, must identify the district’s directory information policy and inform parents of their right to opt-out of providing such information. 2019 Joint Immigration Education Guidance, *supra* note 1; DeCandia Memorandum, *supra* note 18; 34 C.F.R. §§ 99.37(a), 99.7(a)(3)(iii). It must also disclose which categories of individuals operating on school campuses are generally considered school officials with legitimate educational interests in education records. See 34 C.F.R. § 99.7(a)(3)(iii).
31. *E.g.* Office of the Massachusetts Attorney General, “Information for schools on ICE requests for access or information,” available at <https://www.mass.gov/info-details/information-for-schools-on-ice-requests-for-access-or-information> (last accessed Dec. 22, 2024).
32. See Appendix for information on filing a privacy complaint with SED.
33. 2017 and 2019 Joint Immigration Education Guidance, *supra* note 1.
34. See *id.*; SED Counsel’s Opinion 67 (Mar. 7, 1952) (“[P]olice authorities have no power to interview children in the school building or to use the school facilities in connection with police department work, and the board [of education] has no right to make children available for such purpose. The police authorities must take the matter up directly with the parents.”); SED Counsel’s Opinion 91 (Jun. 17, 1959) (“[L]aw enforcement officers of any kind may not remove a child from a school building while a child is properly in attendance without permission of the child’s parents for questioning” and “law enforcement officers do not have the legal right to interrogate a pupil in the school without permission of the parents.”); see also SED Counsel’s Opinion 148 (Feb. 23, 1965) (“The school particularly does not have custody of pupils for the purpose of authorizing law enforcement officers or other third parties to interrogate pupils or to remove them from the premises for any purpose whatever.”) This position is based on various laws including, *inter alia*, the New York Family Court Act (NYFCA), which requires that a police officer must make every reasonable effort to immediately contact a child’s parent or anyone responsible for the child’s care when a child is taken into the custody of law enforcement, and further holds that such a child cannot be interrogated, unless and until his or her parent or guardian, if present, is advised of the child’s rights and afforded an opportunity to attend the interrogation. N.Y. Fam. Ct. Act § 305.2; see *Matter of Jimmy D.*, 15 N.Y.3d 417 (2010).
35. Executive Order 170.1, Amendment to E.O. 170, *supra* note 1, originally issued Apr. 25, 2018, at 9 N.Y.C.R.R. § 8.170.1.
36. See U.S. Dep’t of Homeland Sec. (DHS), Sample Form I-200, Warrant for Arrest of Alien, available at https://www.ice.gov/sites/default/files/documents/Document/2017/I-200_SAMPLE.PDF, or DHS, Sample ICE Form I-205, Warrant of Removal/Deportation, available at https://www.ice.gov/sites/default/files/documents/Document/2017/I-205_SAMPLE.PDF.
37. See *Arizona v. United States*, 567 U.S. 387, 407 (2012) (citation omitted); see also *People ex rel. Wells v. DeMarco*, 88 N.Y.3d 518, 530-31 (2d Dep’t 2018).
38. See, e.g., DHS, Form I-247D, Immigration Detainer—Request for Voluntary Action, available at <https://www.ice.gov/sites/default/files/documents/Document/2016/I-247D.PDF>. Despite including a check-box for ICE to designate that “Probable Cause Exists that The Subject is a Removable Alien,” this does not constitute probable cause to believe that an individual has committed a crime.
39. 2019 Joint Immigration Education Guidance, *supra* note 1.
40. See *id.*; U.S. Const. amend. IV; *In re Gregory M.*, 82 N.Y.2d 588, 594 (1993) (holding that the lower “reasonable suspicion” standard for searching and questioning students only applies where the search is “conducted by school officials for the special needs of school security and not for a criminal investigative purpose”); see also SED Counsel’s Opinion 148 (Feb. 23, 1965) (“The school particularly does not have custody of pupils for the purpose of authorizing law enforcement officers or other third parties to interrogate pupils or to remove them from the premises for any purposes whatever.”); see also *G.M. ex rel. B.M. v. Casalduc*, 982 F. Supp. 2d 1235, 1249-50 (D.N.M. 2013) (collecting 10th Circuit cases holding that SROs act as school officials when acting to protect school security or enforce school property under the direction of a school official).
41. See 2019 Joint Immigration Education Guidance.
42. See *id.*
43. See, e.g., N.Y. Const. Art. 1, § 11; N.Y. Exec. Law § 296(4); N.Y. Civ. Rights Law § 40-c; Title VI, Civil Rights Act of 1964, Pub. L. No. 88-3520, 78 Stat. 252 (1964) (codified as amended at 42 U.S.C. § 2000d) (“Civil Rights Act”).

44. See, e.g., *Gonzalez ex rel. v. Albuquerque Pub. Schs.*, No. CIV 05-580 JB/WPL, 2006 WL 1305032, at *3 (D.N.M. Jan. 17, 2006) (denying defendants' motion to dismiss equal protection claim after SROs questioned undocumented students about their immigration status on school grounds); *Benacquista v. Spratt*, 217 F. Supp. 3d 588, 601-02 (N.D.N.Y. 2016) (denying motion to dismiss student's claim that the school district failed to act or supervise an SRO).
45. N.Y. Educ. Law § 2801-a(10).
46. Schools are encouraged to consult New York Civil Liberties Union, *Recommendations for a Memorandum of Understanding Between Schools and Police* (Dec. 13, 2019), available at https://www.nyclu.org/uploads/2019/12/mou_recommendations_for_schools_and_police_0.pdf.
47. We recommend school districts' policies include language to the effect of: Nothing in this policy prohibits any local agency from sending to or receiving from any local, state, or federal agency—as per 8 U.S.C. § 1373—(i) information regarding an individual's country of citizenship or (ii) a statement of the individual's immigration status.
48. Dignity for All Students Act ("DASA"), N.Y. Educ. Law §§ 10-18, 801-a, 2801; 8 N.Y.C.R.R. § 100.2; N.Y. Exec. Law § 296(4); Title VI, Civil Rights Act, *supra* note 43. These protections cover students not just on school property but also at school functions and online cyberbullying. N.Y. Educ. Law §§ 11-12.
49. SED, The Dignity Act Resources, available at <https://www.nysed.gov/student-support-services/dignity-act-resources>; see also 2017 DASA Memo, *supra* note 1.
50. *Id.*; N.Y. Educ. Law §§ 10-18.
51. N.Y. Civ. Rights Law § 79-n.
52. See Appendix for information on filing a complaint with the OAG Hate Crimes and Bias Prevention Unit.